



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 4, avril 2012

---

<b>Notre analyse</b> .....	1
----------------------------	---

## Partenariat transpacifique

Les États-Unis ne sont pas pressés d'inviter le Japon, le Canada et le Mexique à se joindre aux négociations sur le Partenariat transpacifique .....	2
--	---

11 <sup>e</sup> phase de négociation du Partenariat transpacifique à Melbourne .....	3
--	---

TPP : calendrier des négociations en 2012 .....	4
---	---

## Litiges commerciaux

Terres rares : Les États-Unis, la Communauté européenne et le Japon font front commun devant les pratiques commerciales déloyales de la Chine .....	5
---	---

L'Argentine retirée du Système généralisé de préférences .....	7
--	---

L'Organe d'appel de l'OMC rend sa décision finale dans le différend opposant Boeing à Airbus : qui est le plus coupable ? .....	8
---	---

---

<b>Études économiques et articles connexes</b> .....	9
--	---

---

**Résumé analytique :** Les négociations sur le Partenariat transpacifique s'accélèrent. Il apparaît évident que les États-Unis souhaitent aller de l'avant le plus rapidement possible dans ce dossier, et ce, sans entraves de la part de grands États comme le Japon, le Canada et le Mexique. Ils seront les bienvenus à se joindre une fois les négociations avancées, avec une offre à prendre ou à laisser. Les États-Unis pressent le pas des négociations, mais de nombreux dossiers sensibles comme les droits de propriété intellectuelle en freine le rythme.

La Maison-Blanche redouble d'ardeur pour contraindre ses partenaires commerciaux à jouer selon les règles du jeu du commerce international. Trois des plus importants partenaires commerciaux de la planète; les États-Unis, la Communauté européenne et le Japon, ont déposé une plainte contre la Chine devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC pour l'obliger à retirer ses quotas à l'exportation des matières premières rares extraites sur son territoire. Le département du Commerce a aussi décidé d'imposer des droits compensateurs, bien que modestes, sur une vaste gamme de panneaux solaires en provenance de Chine. Les États-Unis ont aussi déposé une plainte contre l'Inde et ses restrictions à l'importation de volailles et ont retiré l'Argentine du Système généralisé de préférences en représailles contre ses politiques protectionnistes. L'Administration Obama espère ainsi démontrer une certaine fermeté devant ses partenaires commerciaux à laquelle la joute électorale de novembre prochain n'est certes pas étrangère.

Sur le plan de la politique intérieure, l'incapacité du sénat à s'entendre sur une reconduction de la charte de la *Exim bank* pourrait lourdement entraver le fonctionnement de cette institution d'ici quelques semaines. Un autre débat fort partisan s'est engagé à propos de la normalisation des relations commerciales avec la Russie. Le débat tranché oppose les partisans du commerce à ceux des droits de l'homme. Parions que les partisans du commerce l'emporteront.

## Partenariat transpacifique

*Les États-Unis ne sont pas pressés d'inviter le Japon, le Canada et le Mexique à se joindre aux négociations sur le Partenariat transpacifique*

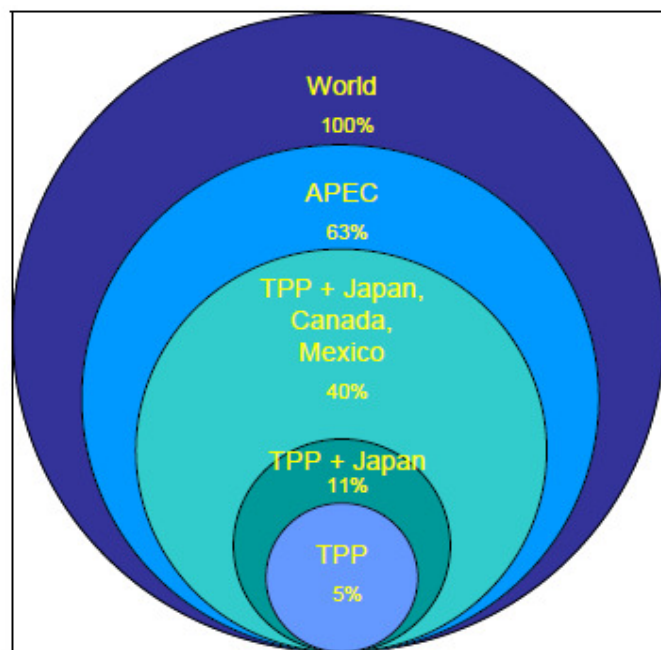
Tout indique que le Japon, le Canada et le Mexique pourraient devoir attendre jusqu'en septembre avant de se joindre au Partenariat transpacifique (TPP). Les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ne semblent pas pressés d'intégrer ces trois grandes économies aux négociations. Plusieurs observateurs croient que les États-Unis veulent faire avancer les négociations avant d'accueillir de nouveaux participants et les mettre ainsi devant le fait accompli. Ils craignent que ces pays ralentissent le processus en cours ou diluent les exigences de l'accord. Les six autres participants, le Chili, le Pérou, Singapour, le Sultanat de Brunei, la Malaisie et le Vietnam, ont de leur côté complété leurs consultations préliminaires et n'ont pas d'objection à ce qu'ils joignent le TPP.

Les États-Unis veulent profiter de l'intérêt généré par le TPP pour contraindre ces trois pays à faire certaines concessions avant de les accueillir.<sup>1</sup> Malgré plusieurs rencontres au niveau ministériel et l'assurance de leur bonne foi apportée par les gouvernements japonais, canadien et mexicain, ils restent prudents.

Dans le cas du Japon, les barrières à l'entrée dans le marché de l'automobile sont la principale pierre d'achoppement. Avec seulement 4,5 % de son parc automobile formé de voitures étrangères, le Japon est de loin le marché le plus restrictif des pays de l'OCDE. Les trois fabricants américains, GM, Ford et Chrysler, ainsi que de nombreux congressistes influents font pression sur l'Administration Obama dans ce dossier. Dans le domaine financier, depuis des années déjà, les États-Unis souhaitent voir des réformes apportées au monopole exercé par la poste japonaise dans le secteur des banques de dépôt. Le secteur de l'assurance est aussi largement fermé aux investisseurs étrangers.

Des tarifs élevés protègent de nombreux secteurs agricoles. La culture rizicole, protégée par des tarifs de près de 800 %, est au cœur des débats locaux sur le libre-échange et génère une

% du commerce des États-Unis (2010)



Source : Brock R. Williams, *Trans-Pacific Partnership (TPP) Countries : Comparative Trade and Economic Analysis*, Congressional Research Service, R42344, 8 février 2012, p. 8.

<sup>1</sup> Pour plus de détails sur les griefs américains à l'endroit du Japon, du Canada et du Mexique, consulter la Chronique commerciale américaine, vol. 4, no 23 de décembre 2011, en ligne : [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=7292](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7292)



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 4, avril 2012

importante opposition populaire à toute libéralisation. De plus, des barrières sanitaires et phytosanitaires empêchent l'importation de viandes étrangères, notamment de viande bovine. La Nouvelle-Zélande a le plus à gagner dans ce secteur, elle qui a un marché ouvert aux produits nippons, mais qui ne peut y exporter ses produits agricoles. Rappelons qu'en 2009 l'Australie a mis fin aux négociations en vue d'un accord de libre-échange avec le Japon suite aux réticences de ce dernier à offrir des concessions dans ce secteur.

Les cas canadien et mexicain sont moins problématiques. Les États-Unis et la Nouvelle-Zélande souhaitent voir le Canada offrir des concessions en matière agricole, notamment en ce qui a trait à la gestion de l'offre du lait, des volailles et des œufs ainsi qu'aux barrières à l'entrée pour la viande porcine. Certains congressistes voudraient aussi profiter de l'occasion pour forcer davantage la main du gouvernement canadien dans le dossier du bois d'œuvre. Au Mexique, les États-Unis tentent d'obtenir l'abolition de certaines mesures sanitaires et phytosanitaires qui limitent le commerce des bovins et de certains légumes.

Si l'entrée tardive des trois pays dans les négociations va dans le sens des intérêts stratégiques des États-Unis, les conditions politiques au Japon et au Mexique pourraient changer rapidement. Le Japon a une longue tradition de protectionnisme. L'ouverture au libre-échange du premier ministre Yoshihiko Noda et de son gouvernement représente dans ce contexte une nouveauté. Ils pourraient faire face à une élection générale cet été. Rien n'assure qu'ils seront réélus ou que leurs successeurs montreront le même enthousiasme à l'égard du TPP. Une élection présidentielle est aussi prévue au Mexique durant l'été, ce qui pourrait retarder l'intégration du pays au TPP.

Sources : « U.S., New Zealand, Australia Still Not Ready To Admit New TPP Members », *Inside U.S. Trade*, 22 mars 2012 ; « TPP Members To Discuss Possible New Entrants In Melbourne, But No Final Decisions Expected », *Inside U.S. Trade*, 5 mars 2012.

---

### *11e phase de négociation du Partenariat transpacifique à Melbourne*

La 11<sup>e</sup> phase de négociation du Partenariat transpacifique (TPP), qui a eu lieu à Melbourne en Australie du 1<sup>er</sup> au 9 mars, comptait 20 groupes de travail, mais ce sont surtout les textes portant sur les droits de propriété intellectuelle (DPI), le travail et les sociétés d'État qui ont retenu l'attention.

Sur la question des DPI, les propositions américaines en matière de brevets pharmaceutiques ont été rejetées. Le désaccord n'est pas nouveau.<sup>2</sup> Le texte américain présenté lors de la 8<sup>e</sup> phase de négociation à Chicago en septembre 2011, intitulé *Trade Enhancing Access to Medicines* (TEAM), a pour objectif de renforcer le respect des brevets pharmaceutiques tout en stipulant des règles précises d'accès aux médicaments génériques. Ses détracteurs croient qu'il va trop loin dans la promotion des intérêts des entreprises pharmaceutiques. L'Australie s'y oppose farouchement : l'adoption de ce texte mettrait fin à son système de gestion des prix des médicaments que le gouvernement s'est engagé à maintenir en place. Les négociations concernant les droits d'auteurs, notamment dans l'univers numérique, ont aussi échoué. Le texte présenté par les États-Unis se veut plus contraignant que les traités de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

---

<sup>2</sup> Pour plus de détails sur les positions américaine et australienne en matière de brevet pharmaceutique, consulter la Chronique commerciale américaine vol. 4, no 21 d'octobre 2011, en ligne : [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=7011](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7011)



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 4, avril 2012

En matière de travail, les États-Unis proposent un texte qui reprend le compromis du 10 mai 2007, légèrement bonifié. En plus de reprendre les cinq droits fondamentaux de la déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux principes et droits fondamentaux au travail de 1998, le texte prévoit par exemple qu'ils devront être étendus aux zones franches ou bien que les pays devront s'assurer de ne pas acheter de produits fabriqués par des enfants. Il est cependant permis de se demander comment des pays au niveau de développement moins élevé comme le Vietnam, la Malaisie ou le Sultanat de Brunei pourront appliquer sérieusement ces normes minimales, sauf à inclure dans ou en marge de l'accord des dispositions de coopération spécifiques. De surcroît, elles pourraient bien être diluées dans l'accord final. De nombreux congressistes républicains et des organismes représentant l'industrie ont élevé leur voix pour condamner les améliorations mineures apportées au modèle du 10 mai 2007 qu'ils considèrent déjà comme une entrave au commerce.

Le contenu des négociations et des textes est tenu secret, ce qui explique la difficulté d'obtenir de l'information détaillée sur le TPP. Pour rester informé sur les derniers développements dans les négociations, voir le *Trans Pacific Partnership Digest* à l'adresse suivante : <http://tppdigest.org/>

La revue *American Prospect* a publié en avril 2012 une série d'articles critiques qui analysent et remettent en contexte le TPP dans la politique commerciale américaine. Vous pouvez consulter cette publication à l'adresse suivante : <http://www.nxtbook.com/nxtbooks/americanprospect/201204specialreport/#/0>

Pour une analyse gouvernementale de la stratégie de l'Administration Obama dans la région Asie-Pacifique, consulter Mark E. Manyin, éd., *Pivot to the Pacific? The Obama Administration's « Rebalancing » Toward Asia*, Congressional Research Service, 28 mars 2012, en ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/187389.pdf>

Pour une analyse économique détaillée des relations commerciales entre les États-Unis et les pays du TPP, consulter Brock R. Williams, *Trans-Pacific Partnership (TPP) Countries : Comparative Trade and Economic Analysis*, Congressional Research Service, R42344, 8 février 2012, en ligne : [www.fas.org/sgp/crs/row/R42344.pdf](http://www.fas.org/sgp/crs/row/R42344.pdf)

Sources : Krista Cox, « KEI Notes From the Eleventh Round of TPPA negotiations in Melbourne, Australia », *Knowledge Ecology International*, 12 mars 2012, en ligne : <http://www.keionline.org/node/1386> ; Stuart Trew, « TPP: Canada not expected to seat at table until September », *The Council of Canadian*, 8 mars 2012, en ligne : <http://canadians.org/blog/?p=14025> ; « U.S. Official Sees Progress in Early Days Of TPP Round, Including On Labor », *Inside U.S. Trade*, 6 mars 2012 ; « U.S. TPP Access to Medicines Proposal Faces Strong Opposition », *Inside U.S. Trade*, vol. 30, no. 11, 16 mars 2012 ; Robb M. Stuart, « US Groups Call On Obama To Push Australia In Trade Talks », *Wall Street Journal*, 2 mars 2012, en ligne : <http://online.wsj.com/article/BT-CO-20120302-700151.html>

---

### TPP : calendrier des négociations en 2012

Lors du sommet de l'APEC en novembre 2011, les participants aux négociations s'étaient donné comme objectif de compléter les négociations en 2012, ce qui apparaît maintenant très ambitieux. L'été 2013 est maintenant le nouvel objectif.

La 11<sup>e</sup> phase de négociation s'est déroulée à Melbourne en Australie du 1<sup>er</sup> au 9 mars. Les questions relatives aux droits de propriété intellectuelle, notamment en ce qui a trait aux brevets pharmaceutiques, sont dans l'impasse. Huit réunions intermédiaires doivent avoir lieu en avril, dont une à Santiago au Chili qui devrait permettre d'avancer sur cette question.

Les États-Unis se sont proposé d'organiser les 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> phases de négociation. La première aura lieu à Dallas du 8 au 18 mai, et la deuxième dans un lieu encore non spécifié au début du mois de juillet. De nombreux observateurs spéculent que l'empressement des États-Unis à organiser ces réunions s'explique par le fait qu'ils souhaitent à la fois contrôler le contenu des



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 4, avril 2012

rencontres et avancer le plus possible dans les négociations avant de devoir se prononcer sur l'éventuelle intégration du Japon, du Canada et du Mexique au TPP. Les États-Unis sont aussi pressés par les élections présidentielles de novembre qui devraient grandement ralentir le rythme des négociations en automne.

### Calendrier de négociations du Partenariat transpacifique en 2012

<b>11<sup>e</sup> phase de négociation, Melbourne, Australie</b>	1 <sup>er</sup> - 9 mars
<b>8 rencontres intermédiaires (environnement, services financiers, subventions, DPI, investissements, travail, règles d'origine, barrières techniques)</b>	Avril
<b>12<sup>e</sup> phase de négociations, Dallas, États-Unis</b>	8 - 18 mai
<b>Réunion de l'APEC, Kazan, Russie</b>	4 - 5 juin
<b>13<sup>e</sup> phase de négociation, lieu non spécifié, États-Unis</b>	4 - ? juillet
<b>Réunion de l'APEC, Vladivostok, Russie</b>	Début septembre

Sources : USTR ; APEC; « TPP Schedule For 2012 Taking Shape, Starting With Dallas Round In May », *Inside U.S. Trade*, 7 mars 2012

### Litiges commerciaux

*Terres rares : Les États-Unis, la Communauté européenne et le Japon font front commun devant les pratiques commerciales déloyales de la Chine*

États-Unis, la Communauté européenne et le Japon ont déposé une plainte devant l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC contre la Chine le 13 mars dernier. Ils reprochent à Pékin l'imposition de tarifs et de quotas à l'exportation des terres rares, du molybdène et du tungstène, des métaux indispensables à la fabrication de produits de haute technologie. La Chine détient le monopole dans l'extraction et la transformation de ces métaux. Elle assure près de 97 % de la production mondiale des 17 éléments faisant partie de la catégorie des terres rares et environ 85 % de la production de molybdène et de tungstène.

Les États-Unis soutiennent que la Chine cherche à se donner un avantage concurrentiel déloyal dans la fabrication d'une vaste gamme de produits allant des moteurs électriques aux équipements médicaux. Le bureau du représentant américain au Commerce (USTR) avance que les tarifs et les coûts des procédures légales liés à leur exportation créeraient une distorsion des prix sur le marché mondial qui avantagerait les fabricants chinois. De surcroît, pour garantir l'accès à ces ressources rares mais essentielles, les entreprises étrangères pourraient devoir transférer leur production en Chine. Cette dernière réfute ces accusations et explique sa décision de limiter l'exportation de ces métaux par l'exploitation excessive ou illégale dont ils font l'objet ainsi que par les impacts environnementaux liés à leur extraction.



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 4, avril 2012

Les tensions entre la triade et Pékin au sujet des terres rares ne sont pas nouvelles.<sup>3</sup> En 2009, la Chine a imposé des quotas à l'exportation sur une grande variété de matières premières, ce qui est normalement interdit aux membres de l'OMC. Les États-Unis, la Communauté européenne et le Mexique ont réagi en déposant trois plaintes identiques à l'ORD à l'été 2009 (Affaires DS394, DS395 et DS398 : Chine – Mesures relatives à l'exportation de diverses matières premières).<sup>4</sup> L'Organe d'appel de l'ORD a rendu son rapport final dans cette affaire en décembre 2011 et a retenu la plupart des griefs des plaignants. Le rapport souligne que des restrictions à l'exportation de ressources non renouvelables sont possibles seulement si elles s'accompagnent de restrictions à la production. Quant aux motifs environnementaux, ils sont rejetés parce que la Chine n'a pas stipulé qu'elle souhaitait protéger ces ressources dans son protocole d'accession. Pékin a rapidement modifier son système de quota et ses normes environnementales en janvier 2012, mais seulement pour un nombre limité de matières premières couvertes par la décision. En se basant sur le succès de leur première plainte, les États-Unis ont donc décidé de mener une nouvelle charge contre Pékin et mettre ainsi fin à toute forme de quota à l'exportation.

*« [Afin de continuer à fabriquer des produits de haute technologie en sol américain], nos entreprises manufacturières doivent avoir accès aux éléments des terres rares produits par la Chine. Les politiques chinoises entravent le libre marché et sont en contradiction avec ses propres engagements internationaux. »*

– Barack Obama, communiqué de presse, 13 mars 2012.

Cette démarche s'inscrit aussi dans le contexte politique américain alors que le président Obama est accusé par ses adversaires républicains de manquer de poigne vis-à-vis de la Chine. Certains observateurs soulignent cependant les dangers latents à ce type de confrontation ouverte. En 2010, la Chine avait cessé toutes exportations de métaux de la catégorie des terres rares vers le Japon suite à une dispute territoriale. Même si elle a été internationalement condamnée pour ce genre de mesures de rétorsion économique unilatérale, il n'en demeure pas moins que la situation de monopole dans laquelle elle se trouve actuellement lui donne un avantage stratégique certain. La procédure de règlement des différends à l'OMC pourrait s'échelonner sur près de deux ans, une longue période au cours de laquelle les entreprises non chinoises devront s'ajuster aux prix élevés de ses matières premières.

Pour consulter le communiqué de presse de la Maison-Blanche : <http://www.whitehouse.gov/blog/2012/03/13/us-will-bring-new-trade-case-against-china>

Pour consulter le communiqué de presse de l'USTR : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2012/march/united-states-challenges-china%E2%80%99s-export-restraints-r>

Sources : Alan Beattie, Leslie Hook et Joshua Chaffin, « Fight Against China on Rare Earths », *Financial Times*, 13 mars 2012, en ligne : <http://www.ft.com/cms/s/0/4c3da294-6cc2-11e1-bd0c-00144f> ; Tom Miles et Doug Palmer, « Analysis - Grow by the Rules, Rare Earth Rivals Tell China », *Reuters*, 19 mars 2012, en ligne : <http://uk.reuters.com/article/2012/03/19/uk-trade-rareearths-idUKBRE82I0AO20120319>

---

<sup>3</sup> Voir à ce sujet la Chronique commerciale américaine vol. 3, no 29 du 2 novembre 2010, en ligne : [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=5969](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=5969)

<sup>4</sup> Vous pouvez consulter le résumé du différent sur le site de l'OMC à l'adresse suivante : [http://wto.org/french/tratop\\_f/dispu\\_f/cases\\_f/ds394\\_f.htm](http://wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds394_f.htm)



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 4, avril 2012

### *L'Argentine retirée du Système généralisé de préférences*

Le président Obama a annoncé le 26 mars dernier que les États-Unis suspendraient l'éligibilité de l'Argentine au Système généralisé de préférence (SGP) dans 60 jours alors que la Maison-Blanche hausse le ton face aux pratiques commerciales protectionnistes du pays sud-américain. 11 % des 4,5 milliards de \$ ÉU en exportations argentines vers les États-Unis sont couvertes par le SGP. La valeur de ces biens, surtout des produits agricoles et des produits chimiques, s'élève à 477 millions de \$ ÉU.

*« Les mesures de restriction des importations que l'Argentine a mise en place ne sont pas dignes d'un membre de l'OMC, particulièrement d'un membre du G-20 qui s'est engagé à ne pas accroître les barrières au commerce et aux investissements. »*

– USTR, *Joint Statement on Argentina's Import Restricting Policies and Practices*, 30 mars 2012.

Officiellement, les États-Unis suspendent l'accès au SGP de l'Argentine pour l'obliger à payer les dommages et intérêts octroyés par le centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) en 2005 et 2006 à deux entreprises de services américaines dont les contrats avec l'État argentin ont été modifiés dans la foulée de la foulée de la crise financière de 2001. Les États-Unis auraient pu suspendre les droits de l'Argentine dès décembre 2010, après que les entreprises en question eurent demandé une révision du statut de l'Argentine dans le cadre du SGP, mais ils ne l'ont pas fait.

Le geste apparaît aujourd'hui plutôt comme une mesure de rétorsion contre un pays qui multiplie les mesures protectionnistes dans le but de maintenir son surplus commercial. Depuis la crise de 2008-09, les pays latino-américains sont coincés entre les politiques monétaires expansionnistes des États du nord, qui laissent leur devise se déprécier par rapport aux devises sud-américaines, et l'ancrage du renminbi au dollar. Le nœud du problème demeure l'accès argentin au capital étranger qui reste limité depuis la crise de 2001. L'Argentine a besoin de maintenir un surplus commercial afin de conserver des réserves en dollar, grugées par un surplus commercial qui se rétrécit rapidement. Depuis janvier, les entreprises qui souhaitent importer des biens en Argentine doivent s'engager à exporter des biens d'une valeur égale. Les États-Unis, tout comme de nombreux membres de l'OMC et les membres du Mercosur, reprochent à l'Argentine ses politiques d'octroi de licences d'importation conditionnelles, d'équilibrage de sa balance commerciale et de contrôle des capitaux.

Lors de la même proclamation, le président Obama a aussi annoncé l'ajout du Sud-Soudan au SGP. Il fera partie de la liste des pays les moins développés, ce qui assure le libre accès au marché américain pour la majorité de ses produits.

Pour consulter la lettre conjointe des États-Unis et de 13 autres membres de l'OMC qui soulève les pratiques commerciales protectionnistes argentines, voir : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2012/march/joint-statement-argentin-as-import-restricting-policies>

Sources : Éric Martin et Eliana Raszewski, « U.S. Suspends Argentina Trade Benefits Over Unpaid Damages », *Bloomberg Businessweek*, 26 mars 2012, en ligne : <http://www.businessweek.com/news/2012-03-26/u-dot-s-dot-suspends-trade-benefits-for-argentina-over-unpaid-fines> ; « Mercantilism in Latin America », *Financial Times*, 20 mars 2012, en ligne : <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/878bab8a-729d-11e1-9c23-00144feab49a.html> ; Jude Webber, « Argentina tightens import controls », 11 janvier 2012, en ligne : <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/92bb2e38-3c77-11e1-8d38-00144feabdc0.html>



*L'Organe d'appel de l'OMC rend sa décision finale dans le différend opposant Boeing à Airbus : qui est le plus coupable ?*

Près de neuf mois après avoir condamné la Communauté européenne pour ses subventions à Airbus, l'Organe d'appel (OA) de l'OMC a confirmé le 23 mars dernier l'essentiel des conclusions du rapport final du groupe spécial de l'Organe de règlement des différends (ORD), soit que les États-Unis ont subventionné illégalement Boeing en vertu de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (ASMC).<sup>5</sup> Les diverses subventions octroyées à Boeing ont pris la forme de dons et d'allègements fiscaux de la part de gouvernements municipaux et d'États ainsi que de contrats en recherche et développement de la part de l'Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace (NASA) et du département de la Défense. En conjonction avec la plainte jumelle visant Airbus, cette décision met fin à la plus importante plainte jamais étudiée par l'ORD à l'OMC.

*« Cette décision est une immense victoire pour les entreprises et les travailleurs américains et démontre l'engagement de l'Administration Obama à garantir des conditions de concurrence équitables. [...] Il est évident que les subventions européennes à Airbus sont bien plus grandes et faussent davantage la concurrence que celles offertes par les États-Unis à Boeing. »*

– Ron Kirk, communiqué de presse, 12 mars 2012.

Les subventions reçues par Boeing s'élèvent à au moins 5,3 milliards de \$ ÉU sur la période s'échelonnant de 1989 à 2006 et à près de 3 milliards de \$ ÉU depuis. Les subventions reçues par Airbus pour la même période s'élèvent à plus de 18 milliards de \$ ÉU, mais sont de nature bien différente, ce qui a permis aux deux parties de se déclarer gagnante dans cette affaire. En effet, les subventions accordées à Airbus par les pays de la Communauté européenne prennent presque exclusivement la forme de garanties de prêts et de prêts à taux réduits, entièrement remboursables. Selon les autorités européennes, les subventions américaines s'apparentent davantage à de l'aide directe. En contrepartie, le bureau du représentant américain au Commerce qui se concentre sur les montants en jeu a déclaré que le jugement lui était favorable puisque les subventions européennes étaient bien plus élevées que les subventions américaines.

*« La décision prise aujourd'hui confirme les allégations formulées depuis longtemps par l'UE, selon lesquelles Boeing a bénéficié et continue de bénéficier d'aides massives du gouvernement américain. [...] Cette décision historique montre clairement que les États-Unis ont utilisé un moyen illégal pour soutenir leurs entreprises, entravant le libre jeu de la concurrence. »*

– Karel De Gucht, communiqué de presse, 12 mars 2012.

Les États-Unis auront six mois pour se conformer au rapport de l'OA et modifier leurs pratiques. Après cette période, une procédure de mise en conformité pourrait être demandée si la Communauté européenne estime que les États-Unis ne se sont pas conformés adéquatement au

---

<sup>5</sup> Pour une mise en contexte de la saga Boeing/Airbus, voir la Chronique commerciale américaine vol. 4, no 13 du 5 avril 2011, en ligne : [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=6591](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6591) ; ainsi que la Chronique commerciale américaine du 23 septembre 2010, en ligne : <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCA-10-09-23-2.pdf>





## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 4, avril 2012

jugement. Les États-Unis ont déjà annoncé la reprise de la procédure de mise en conformité dans le jugement contre la Communauté européenne, entamée en décembre 2011 mais temporairement suspendue en janvier. Cependant, étant donné la complexité des procédures et l'importance des industries en cause, on s'attend à ce que les deux parties reviennent à la table de négociation pour trouver une solution et déterminer à quel type de subventions les deux fabricants auront droit dans l'avenir, comme ils le faisaient avant que cette controverse n'éclate en 2004.

Pour consulter la réaction de l'USTR à la décision de l'OA, voir : <http://www.ustr.gov/us-trade-representative-kirk-announces-us-victory-wto-aircraft-dispute>

Pour consulter la réaction de la Communauté européenne à la décision de l'OA, voir : <http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=784>

Pour consulter un résumé des plus récents développements dans l'Affaire DS353 : États-Unis – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs – Deuxième plainte, voir : OMC

[http://www.wto.org/french/tratop\\_f/dispu\\_f/cases\\_f/ds353\\_f.htm](http://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds353_f.htm)

Pour consulter un résumé des plus récents développements dans l'Affaire DS316 : Communautés européennes – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs, voir : OMC

[http://www.wto.org/french/tratop\\_f/dispu\\_f/cases\\_f/ds316\\_f.htm](http://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds316_f.htm)

Sources : Christopher Drew et Nicola Clark, « In Appeal, W.T.O. Upholds a Decision Against Boeing », *New York Times*, 13 mars 2012, en ligne : <http://www.nytimes.com/2012/03/13/business/global/trade-group-upholds-ruling-on-boeing-subsidies.html> ; Jennifer M. Freedman, « U.S. Calls WTO Boeing Appeals Ruling a Victory; Airbus Says EU Is Winner », *Bloomberg Businessweek*, 12 mars 2012, en ligne : <http://www.businessweek.com/news/2012-03-12/u-dot-s-dot-calls-wto-boeing-appeals-ruling-a-victory-airbus-says-eu-is-winner>

---

### Études économiques et articles connexes

Ce mois-ci dans l'actualité :

Laurence Chandy et Homi Kharas, « The Contradictions in Global Poverty Numbers », *Brookings Institution*, 6 mars 2012, en ligne :

[http://www.brookings.edu/opinions/2012/0306\\_contradictions\\_poverty\\_numbers\\_kharas\\_chandy.aspx](http://www.brookings.edu/opinions/2012/0306_contradictions_poverty_numbers_kharas_chandy.aspx)

Uri Dadush et Shimelse Ali, « China's Rise and Latin America: A Global, Long-Term Perspective », *International Economic Bulletin*, 8 mars 2012, en ligne :

<http://carnegieendowment.org/ieb/2012/03/08/china-s-rise-and-latin-america-global-long-term-perspective/a1g6>

Doug Palmer, « Analysis: Delta-Boeing clash threatens Obama bid to renew Eximbank », *Reuters*, 14 mars 2012, en ligne :

<http://www.reuters.com/article/2012/03/15/us-usa-eximbank-idUSBRE82E01P20120315>

Christopher Alessi et Robert McMahon, « U.S. Trade Policy », *Council on Foreign Relations*, 14 mars 2012, en ligne : <http://www.cfr.org/trade/us-trade-policy/p17859>

Doug Palmer, « Senator warns White House on Russia trade bill », *Reuters*, 15 mars 2012, en ligne :

<http://www.reuters.com/article/2012/03/15/us-usa-russia-trade-idUSBRE82E0RR20120315>



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 4, avril 2012

Adam Hersh, « Combating China's Trade Subsidies Isn't the Entire Answer », *Center for American Progress*, 15 mars 2012, en ligne :

[http://www.americanprogress.org/issues/2012/03/china\\_trade\\_solar.html](http://www.americanprogress.org/issues/2012/03/china_trade_solar.html)

Melanie Hart et Kate Gordon, « The Complexities of the U.S. Decision on Chinese Solar Panel Imports », *Center for American Progress*, 15 mars 2012, en ligne :

[http://www.americanprogress.org/issues/2012/03/china\\_solar\\_panels.html](http://www.americanprogress.org/issues/2012/03/china_solar_panels.html)

Kevin Bogardus, « Senate shoots down amendment to reauthorize Export-Import Bank », *The Hill*, 20 mars 2012, en ligne :

<http://thehill.com/blogs/on-the-money/banking-financial-institutions/217133-senate-shoots-down-amendment-to-reauthorize-export-import-bank>

Keith Bradsher, « China Quietly Relaxes Controls on Foreign Capital », *New York Times*, 20 mars 2012, en ligne :

<http://www.nytimes.com/2012/03/21/business/global/china-quietly-relaxes-controls-on-foreign-capital.html>

Erik Wasson, « Ros-Lehtinen wants strings attached to Russia trade bill », *The Hill*, 21 mars 2012, en ligne :

<http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/217297-ros-lehtinen-wants-strings-attached-to-russia-trade-bill>

Peter Schroeder, « Obama taps president of Dartmouth as new head of World Bank », *The Hill*, 23 mars 2012, en ligne :

<http://thehill.com/blogs/on-the-money/801-economy/217781-obama-to-tap-dartmouth-president-kim-to-take-over-world-bank>

Jacob Funk Kirkegaard et Carmen M. Reinhart, « Financial Repression: Then and Now », *Peterson Institute for International Economics*, 26 mars 2012, en ligne :

<http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=2073>

### Études économiques et commerciales :

Craig K. Elwell, *The Depreciating Dollar: Economic Effects and Policy Response*, Congressional Research Services, 23 février 2012, en ligne :

<http://fpc.state.gov/documents/organization/185920.pdf>

World Bank, « World Bank Sees Progress Against Extreme Poverty, But Flags Vulnerabilities » *World Bank*, 29 février 2012, en ligne :

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:23130032~pagePK:64257043~piPK:437376~theSitePK:4607,00.html>

Joseph E. Gagnon, *Global Imbalances and Foreign Asset Expansion by Developing Economy Central Banks*, Peterson Institute for International Economics, mars 2012, en ligne :

<http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=2072>

Aaditya Mattoo, Prachi Mishra et Arvind Subramanian, *Spillover Effects of Exchange Rates: A Study of the Renminbi*, Peterson Institute for International Economics Working Paper 12-04, mars 2012, en ligne :

<http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=2062>



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 4, avril 2012

John Schmitt et Janelle Jones, *Long-Term Hardship in the Labor Market*, Center for Economic and Policy Research, mars 2012, en ligne :

<http://www.cepr.net/index.php/publications/reports/long-term-hardship-in-the-labor-market>

Lawrence Mishel, *Entry-level workers' wages fell in lost decade*, Economic Policy Institute, 7 mars 2012, en ligne : <http://www.epi.org/publication/ib327-young-workers-wages/>

Emilia Istrate et Nicholas Marchio, *Export Nation 2012: How U.S. Metropolitan Areas Are Driving National Growth*, Brookings Institution, 8 mars 2012, en ligne :

[http://www.brookings.edu/reports/2012/0308\\_exports.aspx](http://www.brookings.edu/reports/2012/0308_exports.aspx)

Elisabeth Jacobs, *In the Wake of the Great Recession, Don't Lose Sight of the Big Picture*, Brookings Institution, 15 mars 2012, en ligne :

[http://www.brookings.edu/papers/2012/0315\\_economy\\_jacobs.aspx](http://www.brookings.edu/papers/2012/0315_economy_jacobs.aspx)

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique :** Christian Deblock

**Recherche et rédaction :** David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)



**Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !**



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



[http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id\\_mot=278](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278)